Observatoire de la société britannique

11 (2011)
Londres : capitale internationale, multiculturelle et olympique

Carine Berbéri

Londres : une ville plus favorable à l'euro que les autres villes du Royaume-Uni ?

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Carine Berbéri, « Londres : une ville plus favorable à l'euro que les autres villes du Royaume-Uni ? », *Observatoire de la société britannique* [En ligne], 11 | 2011, mis en ligne le 01 août 2012, consulté le 20 octobre 2013. URL : http://osb.revues.org/1187 ; DOI : 10.4000/osb.1187

Éditeur : Université du Sud-Toulon-Var
http://osb.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :
http://osb.revues.org/1187
Document généré automatiquement le 20 octobre 2013. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.
Tous droits réservés

Carine Berbéri

Londres : une ville plus favorable à l'euro que les autres villes du Royaume-Uni ?

Pagination de l'édition papier : p. 39-53

Introduction

1 Depuis plus de dix ans, l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'euro est une question qui suscite de nombreuses interrogations, voire de nombreuses tensions, outre-Manche. Ces dernières ont été particulièrement visibles lors des gouvernements de Tony Blair et de Gordon Brown. Alors que les travaillistes avaient laissé entendre avant les élections législatives de mai 1997 qu'ils adopteraient un ton plus favorable à l'Europe et à l'euro que les précédents gouvernements conservateurs, ils se caractérisèrent par une attitude très hésitante, vis-à-vis de l'euro particulièrement, une fois au pouvoir. Le 27 octobre 1997 ils finirent par indiquer que la Grande-Bretagne ne pouvait pas faire partie de la zone euro pour le moment, tout en laissant la porte ouverte à une adhésion future. Entre 1997 et 2010, ils poursuivirent la même politique, assurant officiellement que le Royaume-Uni ne pouvait pas adhérer à la monnaie unique tant que cinq conditions économiques n'avaient pas été satisfaites[1].

2 Dès les années 1990, Londres a joué un rôle particulier dans ce débat en raison de son statut de place financière, mais aussi de son caractère cosmopolite et touristique. D'une part, la capitale n'a pas affiché le même point de vue vis-à-vis de la monnaie unique que le reste de la Grande-Bretagne, la décision prise par le gouvernement travailliste de ne pas participer à la zone euro en octobre 1997 ayant suscité un certain nombre de craintes parmi les Londoniens. D'autre part, Londres était un facteur déterminant de la participation ou non du Royaume-Uni à la monnaie unique puisque la City était l'un des cinq critères économiques déterminés par les travaillistes : l'euro ne devait pas nuire au secteur financier britannique[2].

3 Londres étant un centre financier prédominant en Europe depuis plus de trois siècles, il n'était bien sûr pas question pour les Britanniques que son statut soit remis en cause par l'arrivée de la monnaie unique. A la fin des années 1990, la City était l'un des principaux centres de finance et d'affaires dans le monde, et la première place financière européenne, hébergeant plus de 500 banques internationales. Elle représentait plus de 30% des transactions de changes dans le monde (soit 6 fois plus que la place financière de Francfort, pour un montant excédant 1 200 milliards de dollars) et se caractérisait par une prépondérance européenne sur les marchés des actions et des obligations, ainsi que dans les activités d'ingénierie financière (fusion acquisition, produits dérivés). Grâce à l'activité de ses 230 000 financiers, elle représentait également17% du PNBbritannique[3].

4 Dans un premier temps, nous examinerons donc les craintes suscitées par le lancement de l'euro parmi les Londoniens, et notamment parmi les financiers et hommes d'affaires de Londres, à la fin des années 1990. Puis, nous nous intéresserons aux implications de la non-adhésion à la monnaie unique pour la capitale anglaise, et plus particulièrement pour la City, et nous tenterons d'étudier les points de vue des Londoniens sur cette question. Enfin nous nous interrogerons sur le rôle que la City peut jouer dans une éventuelle adhésion de la Grande-Bretagne à la monnaie unique.

Des craintes relatives au maintien de la suprématie financière de la City

5 Il est assez difficile de déterminer quelle proportion de Londoniens redoutait que le lancement de l'euro ne porte préjudice à leur ville si la Grande-Bretagne ne faisait pas partie de la zone euro. Toujours est-il que des inquiétudes existaient bien et qu'elles semblaient concerner essentiellement la City, comme en témoignaient divers articles parus dans la presse à la fin des années 1990[4].

6 Ainsi, un certain nombre de financiers et d'hommes d'affairesappelaient à une adhésion aussi rapide que possible à la monnaie unique afin d'assurer le maintien de la suprématie financière de la City. Trois craintes principales revenaient dans leurs déclarations. Premièrement, ils redoutaient que la City ne perde son attractivité puisqu'elle ne bénéficierait pas de la même stabilité des changes que les pays de la zone euro, ce qui pousserait les investisseurs internationaux, notamment ceux de l'industrie financière, à se détourner progressivement de Londres et à se diriger vers d'autres places financières, comme Francfort ou Paris. Deuxièmement, ils craignaient que la City ne puisse plus influencer la prise de décisions en ce qui concerne les questions économiques et financières européennes. Enfin, ils laissaient entendre que les pays membres de la zone euro, notamment la France et l'Allemagne, pourraient chercher à prendre des mesures contre les pays qui n'en faisaient pas partie, et notamment contre la Grande-Bretagne, afin que la City perde son influence et soit pénalisée par la non-adhésion à la monnaie unique. Michael Cassidy, alors responsable des orientations politiques de la *Corporation of London*[5], allait même jusqu'à parler d'une conspiration de la part des Français et des Allemands qui, envieux du statut de Londres, tenteraient de mettre en place un système visant à détruire la City et à la remplacer par Francfort ou Paris[6].

7 Notons qu'un deuxième camp, hostile à une adhésion à l'euro et probablement plus minoritaire, pouvait être remarqué à la même époque. Pour ces financiers londoniens, le passage à l'euro représentait avant tout une addition salée que des banques de détail, comme Lloyds Bank ou Natwest, chiffraient à 1 milliard de livres en raison des coûts d'adaptation à l'euro (informatisation, création de comptes clients…)[7]. Beaucoup voyaient également plutôt d'un mauvais œil la disparition d'un certain nombre de monnaies nationales, leur activité reposant sur les risques de change et la spéculation[8]. Enfin, et il s'agissait là d'une des principales inquiétudes perceptibles à cette époque, ce camp redoutait les directives, réglementations ou taxes trop lourdes qui pouvaient être imposées par Bruxelles à la City et qui risquaient de mettre fin au caractère flexible et libéral des services financiers londoniens, à leur régime réglementaire souple et à une imposition relativement faible[9].

8 Par conséquent, la City dans son ensemble était assez partagée sur l'euro. Ces divisions apparurent assez nettement au début des années 2000 grâce à diverses tentatives émanant de Londres ou de la City afin d'encourager les gouvernements travaillistes à modifier leur politique. En juillet 2000, par exemple, le maire de Londres, Ken Livingstone, insista pour que la Grande-Bretagne adhère à l'euro afin que la City ne soit pas marginalisée et que sa suprématie financière soit assurée pour les 15 ans à venir[10]. En 2001 cinquante personnalités de la City lancèrent également une campagne en faveur d'une adhésion à l'euro, estimant que Londres perdrait des clients et son influence sur la réglementation des services financiers si elle restait à l'écart[11]. L'autre camp était surtout représenté par le groupe de pression *Business for Sterling*. Ce dernier lança une « City team » englobant une centaine d'économistes et financiers de Londres en 1999, afin de faire campagne contre une adhésion de la Grande-Bretagne à l'euro[12].

9 Qu'en est-il aujourd'hui ? La non-participation de la Grande-Bretagne à l'euro a-t-elle véritablement porté préjudice à la capitale britannique et à la City ?

Les conséquences de la non-adhésion pour Londres

10 Dès les premières années suivant le lancement de l'euro, il est apparu que les craintes relatives à un affaiblissement de la suprématie financière de Londres ne se sont pas matérialisées. Non seulement Londres est restée un des plus grands centres financiers du monde en dépit de la non-participation de la Grande-Bretagne à l'euro[13], mais elle semble même avoir consolidé son statut de première place financière européenne, ayant nettement pris le dessus sur Paris et Francfort.

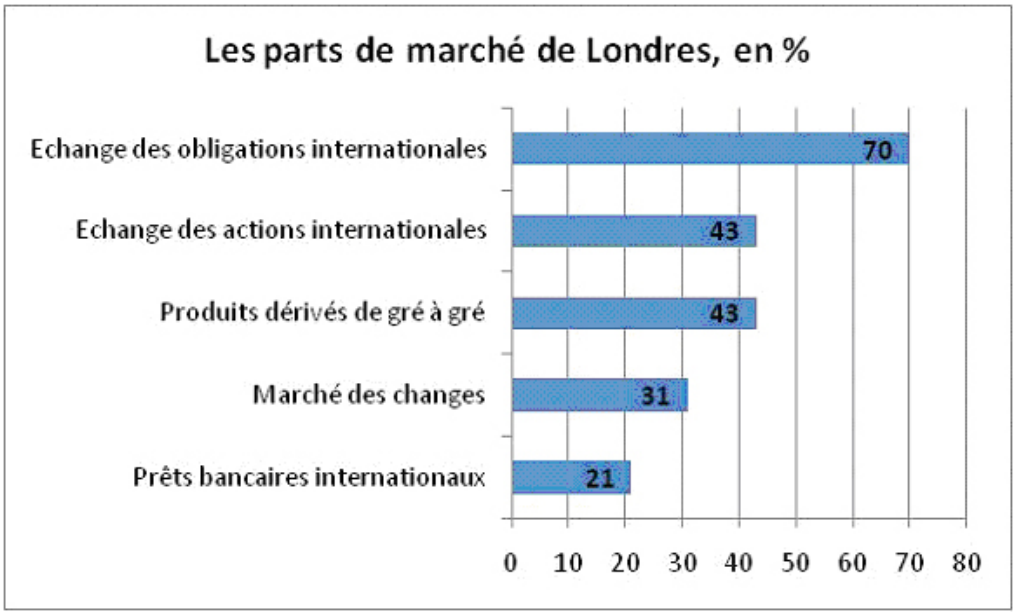
11 Le maintien de son statut s'est manifesté au niveau du nombre d'institutions étrangères installées à Londres. En 2003, la City hébergeait toujours près de 500 banques internationales, dont les dépôts s'élevaient à 2,6 trillions de dollars. 95% d'entre elles étaient des banques européennes dont la valeur totale de l'actif était deplus d'un trillion d'euros. La City avait clairement obtenu le statut de première place financière européenne : 40% de toutes les valeurs

de la Bourse de Londres étaient libellées en euros ; mis à part les transactions en dollars, la majorité des autres transactions étaient effectuées en euros. La City avait également maintenu sa prépondérance européenne sur les marchés obligataires[14].

12 Les années suivantes n'ont fait que confirmer ce constat, comme l'a indiqué très clairement Ed Balls,alors secrétaire économique au Trésor et secrétaire d'Etat en charge de la City, en 2006 :

> … far from weakening London's role, the establishment of the Euro has seen London increase its lead over Frankfurt, Paris and other markets. London now accounts for over two-thirds of the global market international bonds. It is by far the largest global market for foreign exchange trading, with about one third of all transactions[15].

13 La City arrivait très largement en tête de nombreux marchés financiers internationaux puisqu'elle était le premier marché des changes international, mais aussi la première place financière en ce qui concerne les échanges d'actions et d'obligations internationales, et les produits dérivés de gré à gré[16].



Source : Christian CHAVAGNEUX, « Londres soigne son leadership, *Alternatives économiques*, N°247, mai 2006. (www.alternatives-economiques.fr)

Raisons du maintien de la suprématie financière de Londres

14 Diverses raisons permettent d'expliquer le maintien du statut de la City. Tout d'abord, Londres a cherché à s'impliquer dès le départ dans l'aventure de la monnaie unique même si la Grande-Bretagne n'en faisait pas partie. Ainsi, la City s'est préparée très sérieusement au lancement de l'euro, souhaitant être en mesure de travailler avec cette nouvelle monnaie dès le 1er janvier 1999, et devenir la principale place financière pour les transactions en euros[17].

15 Qui plus est, la City compte divers atouts comparé aux autres places financières. Premièrement, elle se caractérise par son internationalisme et son efficacité. Elle offre ainsi l'accès à une main d'œuvre nombreuse, qualifiée et flexible, à une structure financière efficace, à de nombreux services logistiques, informatiques, juridiques,et à des services financiers compétitifs et innovants[18].

16 Troisièmement, la City est plus « indépendante », plus « flexible » que les autres places financières européennes. D'une part, elle représente une finance plus libéralisée. Cela remonte aux années 1950 lorsque les grands acteurs financiers privés se sont mis d'accord avec la Banque d'Angleterre pour organiser à Londres le marché mondial des eurodollars[19]. Ce premier pas vers la mondialisation financière fut ensuite complété en 1986 par des mesures de libéralisation des marchés financiers prises par le gouvernement Thatcher (*Big Bang*)[20]. D'autre part, la City n'est pas soumise aux contraintes des pays faisant partie de la zone euro, notamment sur le plan fiscal. Elle bénéficie ainsi d'un régime réglementaire plus souple

et d'une imposition jusqu'à présent relativement faible. Un rapport élaboré par un groupe de réflexion de la City (*the Centre for the Study of Financial Innovation*) expliquait ainsi que l'indépendance de la City serait menacée par un projet politique, tel que l'euro. Il allait même jusqu'à dire que deux formes de finance s'affrontaient lorsque l'on comparait la City à d'autres places financières européennes : une logique anglo-saxonne fortement influencée par la logique de marché face à une logique continentale, opaque, manipulée, et à la créativité financière trop bridée par les normes européennes[21]. Cette opinion doit toutefois être nuancée puisque la Grande-Bretagne est tout de même affectée par un certain nombre de réglementationseuropéennes qu'elle fasse ou non partie de la zone euro.

Des Londoniens plus favorables à l'euro que leurs compatriotes

17 Le maintien du statut de la City a eu des répercussions sur l'attitude des Londoniens à l'égard de la monnaie unique, particulièrement sur la période 2000-2008.

18 Ainsi, certains sondages ont mis en évidence que la communauté de la finance de Londres avait un peu durci son point de vue à l'égard de l'euro au cours des premières années qui ont suivi son lancement[22]. Deux sondages réalisés parmi les cadres supérieurs de la City entre 2000 et 2003 témoignent de cette légère évolution : en 2003, 41% (contre 43% en 2000) pensaient qu'il était dans l'intérêt de la City que la Grande-Bretagne adhère à l'euro (40% – contre 38% en 2000 – étaient de l'avis contraire)[23]. Ces pourcentages étaient tout de même beaucoup plus favorables que ceux correspondant à l'opinion générale des Britanniques à l'époque puisque 37% des Britanniques en avril 2003 (contre 34% en août 2000) favorisaient une adhésion à l'euro (56%en avril 2003 – contre 55% en août2000 – y étaient opposés)[24]. Notons que le maintien de la suprématie financière de la City n'expliquait pas à lui seul ce léger changement de point de vue. En 2003, un rapport publié par le ministère des Finances britannique indiquait très clairement que la City ressentait une sorte de malaise face à la perte de souveraineté impliquée par la monnaie unique européenne et la lourdeur des directives et réglementations imposées par l'Union Européenne[25].

19 En ce qui concerne la communauté des affaires, les entreprises situées dans et aux alentours de Londres avaient également un peu modifié leur opinion sur l'euro. Telle est la conclusion que l'on peut tirer de la comparaison de deux sondages – sondages effectués sur des échantillons différents – : l'un réalisé en 2004 par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Londres, l'autre effectué en 2006 par le cabinet d'audit, d'expertise et de conseil, Grant Thornton,sur les entreprises de taille moyenne.Le sondage de 2004 mettait clairement en évidence que la majorité des entreprises londoniennes étaient plutôt favorables à l'euro : 48% d'entre elles soutenaient une adhésion dans un avenir plus ou moins proche, 27% préféraient attendre et ne pas ne se prononcer pour l'instant alors que 25% s'opposaient catégoriquement à un tel projet[26]. En 2006, en revanche, c'était à Londres où les entreprises de taille moyenne étaient désormais les plus farouchement opposées à l'euro : selon le sondage, deux-tiers d'entre elles préféraient ne pas adhérer à la monnaie unique (un pourcentage tout de même sensiblement comparable à celui de la Grande-Bretagne – 35%)[27]. Le cabinet donnait deux principales raisons pour expliquer ce changement d'opinion : les résultats économiques en demi-teinte de la zone euro et la perte de compétitivité sur le plan international engendrée par un euro trop fort[28].

20 Seuls les Londoniens, de manière générale, semblaient demeurer un peu plus favorables à l'euro que leurs compatriotes sans doute en raison de l'aspect cosmopolite et touristique de la capitale. Un sondage réalisé en 2002 par *FX Currency Services* mettait ainsi en évidence que les Londoniens n'avaient pas vraiment formé d'opinion définitive au sujet de l'euro contrairement aux autres Britanniques (excepté les Ecossais). Si 44% des Londoniens (contre 57% des Britanniques) souhaitaient garder la livre sterling, les 56% restant étaient ou bien favorables, indécis ou indifférents: 25% soutenaient une adhésion à l'euro (contre 21% des Britanniques, 15% des Gallois ou 17% des habitants des East Midlands), 15% n'avaient pas encore pris de décision à ce sujet et 16% estimaient que cela n'avait pas d'importance pour eux

que la Grande-Bretagne participe ou non à ce projet[29]. Ces résultats furent confirmés par un autre sondage effectué par l'institut MORI la même année[30]. Contrairement à la majorité des Britanniques, les Londoniens semblaient donc prêts à soutenir éventuellement une adhésion de leur pays à l'euro si on les persuadait du bien-fondé de cette initiative. Aucune enquête n'a montré si leur opinion avait évolué entre 2002 et 2006, mais en 2008, un sondage réalisé par l'institut ICM indiquait toujours que le sud-est de l'Angleterre était toujours plus favorable à l'euro que le reste du Royaume-Uni : 30% de ses habitants soutenaient une adhésion contre 18% des habitants des Midlands, 22% des habitants du nord de l'Angleterre, 20% des habitants du sud-ouest et 29% des Ecossais[31].

21 Même si les points de vue étaient assez partagés et un certain nombre de réticences étaient visibles, la ville de Londres semblait donc plus favorable à l'euro que les autres villes du Royaume-Uni, et plus susceptible de soutenir une participation à ce projet si une vigoureuse campagne en faveur de la monnaie unique était menée par le gouvernement. Les Londoniens ainsi que les financiers de la City étaient effectivement plus favorables à l'euro que les Britanniques de manière générale. Quant aux milieux d'affaires, leur opinion n'était pas catégoriquement arrêtée et pouvait évoluer en fonction des résultats économiques de la zone euro et des performances de l'euro.

22 Cela signifie qu'il est indéniable que Londres, et la City tout particulièrement, joueront un rôle moteur le jour où un gouvernement britannique remettra la question de l'euro sur le devant de la scène politique. En témoigne Yves-Thibault de Silguy, ancien commissaire européen, qui a déclaré en2002 : « La Grande-Bretagne rejoindra la zone euro le jour où la City estimera qu'il n'est plus tolérable de rester en dehors »[32]. La CCI de Londres a également compris cet état de fait. Elle a ainsi lancé fin 2006 une initiative (*London Business Euro Debate*) afin de stimuler un débat en faveur de l'euro et de pousser le gouvernement britannique à remettre cette question à l'ordre du jour. Plus précisément, elle souhaitait que les membres du gouvernement encouragent un plus grand nombre d'entreprises britanniques à se préparer à l'apparition physique de la monnaie unique, estimant que cette dernière devait être la première préoccupation desmembres de la CCI de Londres[33].

Perspectives

23 Suite à la crise économique et financière de ces dernières années et aux sérieuses difficultés économiques rencontrées par des pays, comme l'Islande, le débat sur la participation de la Grande-Bretagne à l'euro a refait surface notamment entre 2008 et les élections législatives de mai 2010. Ainsi, fin 2008, un certain nombre de journalistes, de banquiers, d'économistes et d'hommes d'affaire, redoutant que la Grande-Bretagne ne plonge dans la récession et ne subisse un sort similaire à celui de l'Islande, se demandaient si la monnaie unique ne serait pas bénéfique à la Grande-Bretagne dans la mesure où elle lui garantirait une certaine stabilité financière, l'euro offrant une meilleure protection contre les attaques spéculatives que la livre[34]. D'autres, au contraire, estimaient à la même époque qu'il valait mieux ne pas faire partie de la zone euro puisque cela permettait à la Grande-Bretagne de garder toute souveraineté sur les taux d'intérêt – qui seraient sinon imposés par la Banque Centrale Européenne – et de conserver ainsi la possibilité de procéder à une dépréciation ou à une appréciation de la livre selon les circonstances[35].

24 En mars et en juin 2009, Peter Mandelson, secrétaire d'Etat en charge des Entreprises, de l'Innovation et des Compétences, a lui aussi rouvert le débat sur une participation de la Grande-Bretagne à l'euro en déclarant que la crise financière avait fait prendre conscience au pays de sa trop grande dépendance vis-à-vis du système financier et qu'un système de changes plus stables pourrait stabiliser l'économie britannique. Il sous-entendait ainsi qu'une participation à la monnaie unique – qui était toujours l'un des objectifs du gouvernement travailliste – pouvait être bénéfique au pays, et ce d'autant plus que l'euro avait garanti une plus grande stabilité à ses pays membres[36].

25 Malgré ces diverses prises de position, Londres, et sa place financière, sont restées assez silencieuses. Il faut dire que la majorité des Britanniques demeuraient plutôt hostiles à une adoption de l'euro, estimant que leur pays devait rester libre de pouvoir dévaluer sa monnaie

si la situation économique le demandait[37]. Un sondage effectué par ICM en mai 2009 mettait en évidence que 75% des Britanniques étaient opposés à une participation à la monnaie unique (contre 23% de personnes favorables et 2% d'indécis). Qui plus est, la majorité des sondés (57%) affirmaient clairement que la crise économique n'avait pas remis en cause leur point de vue sur cette question[38].Ces pourcentages n'avaient pratiquement pas évolué en avril 2010[39].

26 Face à une telle situation, les entreprises et les financiers londoniens semblent avoir adopté un attentisme prudent, il est donc assez difficile de savoir si leur opinion a évolué sur cette question, et ce en dépit de diverses difficultés auxquelles la City a dû récemment faire face (en raison de la crise financière mais aussi de la concurrence accrue de places financières émergentes,comme la Bourse de Hong Kong).

27 Aujourd'hui, il est de toute façon très peu probable que la Grande-Bretagne adhère dans un avenir proche à l'euro et que Londres joue donc un rôle dans ce débat. La coalition qui a été mise en place entre les conservateurs et les libéraux-démocrates en mai dernier est effectivement peu susceptible de remettre en question l'attachement jusqu'ici viscéral des Britanniques à leur devise puisqu'elle vient de promettre qu'elle n'abandonnerait pas la livre au profit de l'euro durant la présente législature[40]. William Hague, actuel ministre des Affaires Etrangères et eurosceptique notoire, a réaffirmé cette idée à plusieurs reprises depuis,tel en juin dernier dans un entretien pour le *Figaro* : « Nous n'appartenons pas à la zone euro et nous ne la rejoindrons pas, comme le stipule l'accord de coalition. Aucun des deux partenaires n'en fera même la proposition, aussi longtemps que durera cet accord. »[41]. Notons que les difficultés actuelles des pays membres de zone euro pour respecter les contraintes du Pacte de Stabilité et de Croissance – et leurs déficits budgétaires souvent excessifs – n'ont rien fait non plus pour encourager les Britanniques à participer au projet monétaire européen, désormais convaincus du manque de flexibilité de la zone euro et de l'Union Européenne de manière plus générale[42].

Conclusion

28 Londres étant clairement plus favorable à l'euro que la plupart des autres villes du Royaume-Uni, notamment en raison de son statut de première place financière européenne, la capitale aurait pu jouer un rôle moteur dans un débat sur la participation de la Grande-Bretagne à l'euro si les précédents gouvernements travaillistes, notamment ceux de Tony Blair, avaient décidé de remettre cette question sur le devant de la scène politique. Les financiers de la City, les Londoniens mais aussi les milieux d'affaires auraient certainement été prêts à soutenir un tel projet si un débat avait été organisé sur cette question.

29 Toutefois, une telle perspective semble aujourd'hui totalement inenvisageable compte tenu de la politique suivie par la nouvelle coalition, et notamment de la ligne de conduite du Parti conservateur. Tant que l'accord de coalition sera maintenu et quela City restera un des plus grands centres financiers du monde ainsi que la première place financière européenne, il n'y aucune chance pour que le débat sur une participation de la Grande-Bretagne à l'euro soit rouvert, et ce d'autant plus qu'une telle question sera soumise au résultat d'un référendum.

Bibliographie

Barber Stephen, Mandelson Peter, *The City in Europe and the World*, London: European Research Forum at London Metropolitan, 2005.

Corporation of London, *The Competitive Position of London as a Global Financial Centre*, November 2005. (www.cityoflondon.gov.uk)

Corporation of London, *Sizing up the City – London's Ranking as a Financial Centre*, June 2003. (www.cityoflondon.gov.uk)

De Tricornot Adrien, « La grande empoignade des places financières », *L'Expansio*n, 22 janvier 1998. (www.lexpansion.com)

International Financial Services London, *Key Facts about the City of London*, November 2009. (www.isfl.org.uk)

International Financial Services London, *Key Facts about the City of London*, May 2009. (www.isfl.org.uk)

Townend John, "The Euro, the UK and the City of London", *Speech in Kuala Lumpur, Malaysia*, 22 January 2002. (www.bankofengland.co.uk)

Notes

1 Les quatre autres conditions à l'adhésion du Royaume-Uni étaient les suivantes : le cycle économique britannique devait avoir convergé avec celui des pays européens ; le système monétaire devait être suffisamment flexible pour pouvoir faire face aux changements économiques inattendus ; la participation britannique devait permettre aux entreprises britanniques d'investir plus facilement à long terme ; elle devait aussi promouvoir la croissance et l'emploi.

2 Gordon Brown, "Statement on EMU by the Chancellor of the Exchequer", *HM Treasury News Release*, 126/97. 27 October 1997.

3 RAULIN Nathalie, « La City gagnante à tous les coups. La place londonienne ne craint pas pour sa suprématie », *Libération*, 30 avril 1997. (www.liberation.fr)

4 "The City joins the Euro-propagandists", *The Independent*, 4 September 1996. (www.independent.co.uk)

5 "The City of London Corporation" (ou "the Corporation of London") gouverne la City de Londres. L'un de ses principaux objectifs est d'assurer que la City demeure l'un des plus grands centres de finances et d'affaires dans le monde. (www.cityoflondon.gov.uk)

6 "The City joins the Euro-propagandists", *The Independent*, 4 September 1996. (www.independent.co.uk)

7 Nathalie Raulin, « La City gagnante à tous les coups. La place londonienne ne craint pas pour sa suprématie », *Libération*, 30 avril 1997. (www.liberation.fr)

8 Tel était le cas des banques et marchés de produits dérivés d'obligations, qui travaillent à court terme, de même que des firmes travaillant à long terme (comme les assurances et les fonds de pension).

9 Tom Buerkle, "Euro Foes Campaign in City of London", *New York Times*, 16 April 1999. (www.nytimes.com)

10 "Mayor wants London to lead eurozone", *BBC*, 11 July 2000. (http://news.bbc.co.uk)

11 Audrey Siourd, "La City mobilisée pour l'euro", *L'Expansion*, 5 juillet 2001. (www.lexpansion.com)

12 "Euro Fight Spreads to the City", *BBC*, 15 April 1999. (http://news.bbc.co.uk)

13 Cet état de fait fut mis en évidence dès 2001. Voir, par exemple, l'article suivant : Christopher Swann, "City of London vigilant as euro arrives", *Financial Times*, 14 November 2001.(http://specials.ft.com/euro/)

14 Robert Finch, "Unrivalled Expertise & Experience", *Corporate Series*, City of London, Section 6, 2003.

15 Ed Balls, "The City as the global finance centre: risks and opportunities", Speech by Economic Secretary to the Treasury, Bloomberg, 14 June 2006. (www.hm-treasury.gov.uk)

16 Il s'agit d'instruments financiers peu régulés, dont la valeur repose sur la variation des cours d'autres produits financiers, actions, obligations…

17 Jean Quatremer *et. al.*, « Trois jours pour accoucher de la monnaie unique », *Libération*, 2 décembre 1998. (www.liberation.fr)

18 Philip Thorton, "City holds lead despite being outside eurozone", *The Independent*, 14 November 2000. (www.independent.co.uk)

19 Il s'agit de dollars déposés et prêtés hors des Etats-Unis.

20 Christian Chavagneux, « Londres soigne son leadership, *Alternatives économiques*, N°247, mai 2006. (www.alternatives-economiques.fr)

21 "The City and the Euro", Memorandum submitted by the Centre for the Study of Financial Innovation, *Select Committee on Treasury Appendices to the Minutes of Evidence*, Appendix 5, February 2003. (www.publications.parliament.uk)

22 L'euro a vu le jour le 1er janvier 1999, mais il ne fut réellement mis en circulation qu'en 2002 (la transition des monnaies nationales à l'euro s'est échelonnée sur trois ans environ pour les onze premiers pays qui l'ont adopté).

23 "Corporation of London – Senior City Executives 2000", *IPSOS-MORI*, February 2001. (www.ipsos-mori.com)

24 "Attitudes to Joining the Euro 1996-2003", *IPSOS-MORI*, September 2003. (www.ipsos-mori.com)

25 "The UK and the Euro", *House of Commons Treasury Committee*, Six Report of Session 2002-03, HC 187-I, 2003, p. 37. (www.publications.parliament.uk)

26 London Chamber of Commerce and Industry, « Majority of businesses do not support an EU constitution », 22 April 2004. (http://www.londonchamber.co.uk/lcc_public/searchResults.asp)

27 Le même sondage effectué en 2003 et 2005 avait mis en évidence les résultats suivants : 50% des entreprises de taille moyenne britanniques (en 2003) et 42 % (en 2005) soutenaient une participation à l'euro.

28 "Support for euro entry among mid-sized UK companies at all time low – survey", *AFX News*, 26 June 2006. (www.forbes.com) Cette évolution était en fait visible dans tout le Royaume-Uni à cette époque.

29 "Cosmopolitan Londoners more 'euro-friendly'", 10 June 2002. (www.sarahludfordmep.org.uk)

30 "Who Still Has An Open Mind On The Euro?", *IPSOS-MORI*, 25 October 2002. (www.ipsos-mori.com)

31 ICM, *ICM Poll for BBC World at One 19-21st December2008*, 2008. (www.icmresearch.co.uk)

32 « Des années 60 à aujourd'hui, la marche vers l'euro », *Les notes bleues de Bercy*, 2002. (www.finances.gouv.fr/notes_bleues/nbb/nbb242/242_da.htm)

33 Nadine Wojakowski, « La campagne sur l'euro s'intensifie », *Commerce International*, 28 mai 2007. (www.actu-cci.com/article/1337/)

34 Bernard Guetta, « Les Britanniques, la Livre et l'euro », *France Inter*, 18 novembre 2008. (sites.radiofrance.fr/franceinter/chro/geopolitique/index.php?id=73460)

35 Andreas Whittam Smith, "Has the time finally come for us to join the euro?", *The Independent*, 24 November 2008.(www.independent.co.uk)

36 « Mandelson in 'joining the euro' row », *The Guardian*, June 13 2009. (www.express.co.uk)

37 Webb Al, « Britons still shun euro as pound falls », The Washington Times, 27 January 2009. (www.washingtontimes.com)

38 Selon ce même sondage, 14% étaient plus susceptibles de soutenir une adhésion à l'euro suite à la crise économique (et 29% étaient moins susceptibles de le faire).

39 ICM, *ICM Poll for the Sunday Telegraph* 23rd April 2010, 2010. (www.icmresearch.co.uk)

40 Patrick Wintour, "Cameron and Clegg unveil final coalition agreement", *The Guardian*, 20 May 2010. (www.guardian.co.uk)

41 Alain Barluet, « Hague : "Londres n'ira pas plus loin pour aider l'euro" », *Le Figaro*, 7 juin 2010. (www.lefigaro.fr)

42 Al Webb, « Britons still shun euro as pound falls », *The Washington Times*, 27 January 2009. (www.washingtontimes.com)

Pour citer cet article

Référence électronique

Carine Berbéri, « Londres : une ville plus favorable à l'euro que les autres villes du Royaume-Uni ? », *Observatoire de la société britannique* [En ligne], 11 | 2011, mis en ligne le 01 août 2012, consulté le 20 octobre 2013. URL : http://osb.revues.org/1187 ; DOI : 10.4000/osb.1187

Référence papier

Carine Berbéri, « Londres : une ville plus favorable à l'euro que les autres villes du Royaume-Uni ? », *Observatoire de la société britannique*, 11 | 2011, 39-53.

À propos de l'auteur

Carine Berbéri
Maître de Conférences à l'Université de Tours

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé

Dès le départ Londres ne s'est pas tout à fait caractérisée par la même attitude à l'égard de la monnaie unique que le reste du Royaume-Uni en raison notamment de sa place financière, la City. Ainsi la décision prise par le gouvernement travailliste de ne pas participer à la zone euro en octobre 1997 a suscité un certain nombre de craintes parmi les Londoniens, ces derniers redoutant que la City ne perde sa suprématie financière.
Même si ces craintes ne se sont pas matérialisées et que Londres est restée un des plus grands centres financiers du monde et d'Europe, la capitale a conservé un point de vue plus favorable à l'euro que les autres villes britanniques. Il est indéniable qu'elle aurait pu jouer un rôle moteur dans un débat sur la participation de la Grande-Bretagne à l'euro si les précédents gouvernements travaillistes avaient décidé de remettre cette question sur le devant de la scène politique. Les financiers de la City, les Londoniens mais aussi les milieux d'affaires auraient certainement été prêts à soutenir un tel projet.

Entrées d'index

Mots-clés : monnaie unique /euro, la City, suprématie financière, Londoniens, milieux d'affaires, financiers